

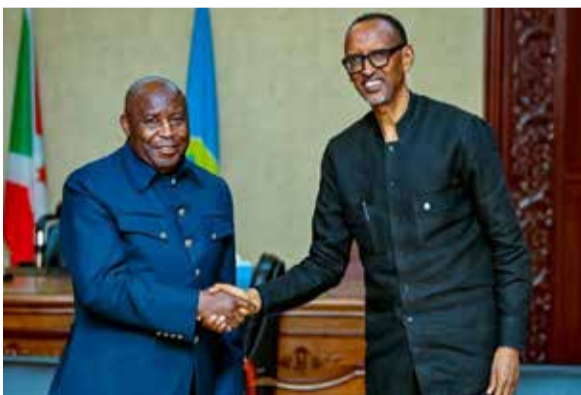


Une pénurie chronique de devises (page 4)



Certains opérateurs économiques ont vidé les réserves en devises. La Banque de la République du Burundi leur a offert des devises pour importer des produits à l'étranger et ils ont pris la clé des champs.

COOPERATION



Relations Burundi-Rwanda

Encore un « dérangement entre cousins » ?
(page 2)

ENTREPRENEURIAT



SOSUMO

Vers un partenariat de la SOSUMO avec la société Sarrai Group (page 3)

TOURISME



Dette publique

Un secteur prioritaire dépourvu de financements (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial Escalade des tensions



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

Le dégel des relations diplomatiques entre le Rwanda et le Burundi n'a

été qu'éphémère. La tension entre les deux pays est montée d'un cran au lendemain d'une attaque meurtrière qui a fait 20 morts et une dizaine de blessés. La sortie médiatique du chef de l'Etat accusant le Rwanda de servir de base arrière à ce groupe a provoqué une avalanche de commentaires notamment sur les réseaux sociaux. La partie Rwandaise n'a pas tardé à réagir en réfutant en bloc les accusations qualifiées de « mensongères ». Le Rwanda privilégie plutôt les voies diplomatiques pour régler tout différend éventuel.

Le gouvernement du Burundi regrette cependant que toutes les tractations pour demander l'extradition des présumés coupables de cet attentat n'ont pas abouti. Les deux pays pourraient sombrer de nouveau dans le gel des relations diplomatiques qui perdure depuis les événements de 2015.

Les deux peuples cousins risquent de se regarder en chien de faïence et le souhait d'avoir une communauté de même destinée serait un vœu pieux ! Au-delà des aspects socio-culturels presque

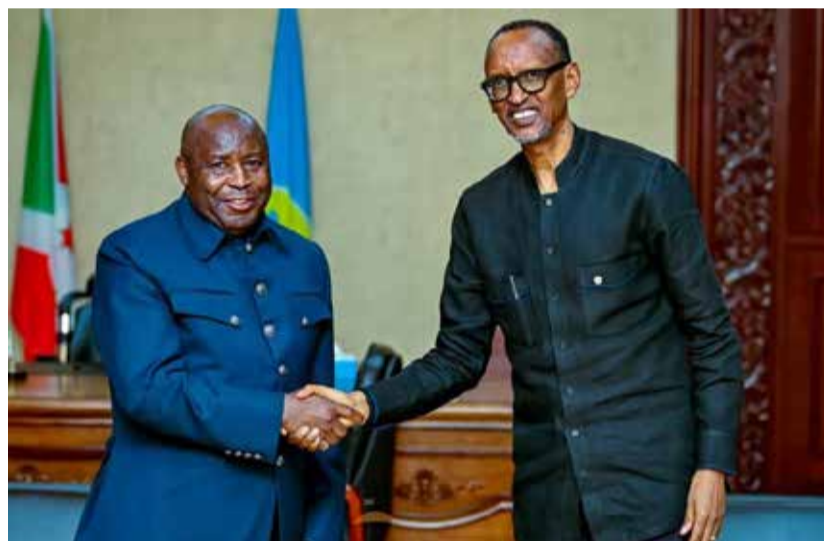
similaires, les deux pays font partie d'un même bloc régional, en l'occurrence la Communauté Est Africaine. Au cours des deux dernières années, les échanges commerciaux entre les deux pays ont repris de plus bel. Les produits agroalimentaires dont les boissons et le lait aromatisé en provenance du Rwanda inondent le marché burundais. En outre, les hommes et les femmes d'affaires des deux pays effectuent des navettes entre les deux capitales pour suivre de près leur business.

La réouverture des frontières a boosté non seulement les échanges commerciaux entre les deux pays, mais aussi a facilité le tourisme au niveau de la sous-région. D'ailleurs, aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut vivre en solo, disait Albert Shingiro, chef de la diplomatie Burundaise dans les colonnes de Jeune Afrique. Espérons que ce souhait va nous guider pour maintenir la coopération au beau fixe.

COOPERATION

Relations Burundi-Rwanda : Encore un « dérangement entre cousins » ?

Après plusieurs mois remplis d'espoir de pouvoir retrouver enfin la confraternité entre le Burundi et le Rwanda, la question de Red Tabara devient un brandon de discorde entre ces deux nations sœurs. Red Tabara, ce groupe rebelle abrité, nourri, entraîné et financé par le Rwanda selon le Président Burundais. Une allégation que le gouvernement Rwandais n'a pas tardé à réfuter



Après plusieurs mois remplis d'espoir de retrouver enfin la concorde fraternelle entre ces deux nations sœurs, il vient de se passer un autre incident.

Le Burundi et le Rwanda ont toujours entretenu une relation en montagnes russes. Après plusieurs mois remplis d'espoir de retrouver enfin la concorde fraternelle entre ces deux nations sœurs, il vient de se passer un autre incident. Lors d'une émission publique que le Président Burundais a animé à Cankuzo le 29 décembre 2023, un journaliste a évoqué la question de Red Tabara, un groupe rebelle qui a revendiqué les récentes tueries de Gatumba.

Pour répondre à cette question, le Président Ndayishimiye a évoqué la complicité de ce groupe rebelle avec le Rwanda. « Nous connaissons où ils sont basés », confirme-t-il. « Pendant ces deux dernières années, nous l'avons exhorté à les livrer au Burundi afin qu'ils soient traduits en justice. Car, comme vous le savez, ce sont les mêmes individus qui ont commis des forfaits en 2015. Malheureusement, nous devons avouer que ces négociations ont échoué. Sinon, ils nous auraient été déjà livrés », regrette-t-il. Et d'ajouter que ces malfaiteurs sont

nourris, logés, financés par le pays dans lequel ils se trouvent : « Le Rwanda », précise le président de la République du Burundi.

« A ceux qui les logent, ceux qui les nourrissent, ceux qui les financent, ceux qui les entraînent à tuer, à lapider les innocents, nous conseillons de se ressaisir et de nous envoyer ce groupe de malfaiteurs afin qu'ils soient traduits en justice », demande-t-il. Et d'ajouter que s'ils choisissent à continuer à abriter ces malfaiteurs, ils seront entraînés de semer la haine dans la population de ces deux pays. « Car chaque fois qu'ils auront un pays qui les nourrit, qui les protège, qui les approvisionne en armes, le Burundi aura toujours des ennemis », conclut-il.

Une réaction plus qu'immédiate

Le Bureau du porte-parole du Gouvernement Rwandais n'a pas tardé à réagir. Dans un communiqué rendu public ce même jour, le gouvernement Rwandais a tenu à préciser qu'il n'y a « aucune vérité dans l'allégation du président Burundais concernant le Rwanda ».

« Le Gouvernement du Rwanda réfute les commentaires de S.E. Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, alléguant le soutien du Rwanda aux groupes rebelles armés burundais basés dans l'Est de la RDC. Le Rwanda n'est associé en aucune manière à aucun groupe armé Burundais », lit-on dans ce communiqué.

Dans ce communiqué, le gouvernement du Rwanda a rappelé que dans un esprit de coopération mutuelle, le Gouvernement rwandais a déjà remis au Gouvernement burundais, par l'intermédiaire du Mécanisme conjoint de vérification élargi, des combattants burundais entrés illégalement au Rwanda. Il a enfin exhorté le Gouvernement du Burundi à répondre à ces préoccupations par la voie diplomatique où elles peuvent être résolues à l'amiable.

Les échanges commerciaux ont repris tout doucement

Le gel des relations entre les deux pays a été marqué par la fermeture des frontières réduisant au maximum les entrées et les sorties en terme de personnes et de marchandises. C'est après que depuis 2020, des réunions entre les autorités provinciales ou sécuritaires, des remises réciproques de « rebelles » et d'autres initiatives de rapprochements aient été initiées, des produits rwandais comme la boisson « skol », les gammes de produits « Inyange » ont commencé à inonder le marché burundais au fur et à mesure.

Il faudra aussi mentionner le flux des Rwandais qui venaient passer les weekends au bord du lac Tanganyika. La présence des véhicules de plaques rwandaises dans la capitale économique Bujumbura était devenu une chose

banale. Ce qui était anormal avant les tentatives de rapprochement

Il y a des produits burundais qui étaient introuvables sur le marché de Kigali depuis l'escalade des tensions entre les deux pays. Depuis la reprise des relations bilatérales, au départ timide, les produits burundais ont commencé également à inonder timidement le marché rwandais. « Les restaurants de Kigali qui proposaient des plats à base de produits burundais ont repris le service depuis peu », témoigne un Burundais qui habite à Kigali. On notera le Mukeke, le Chikwange (uburobe), l'huile de palme...

Les premières dames dans le jeu de la réconciliation

Le premier signe fort d'un nouveau départ des relations bilatérales se manifeste quand le président rwandais Paul Kagame vient à Bujumbura le 4 février 2023 lors du sommet extraordinaire de la CEA. Compte tenu des tensions entre le Burundi et le Rwanda durant les 7 années qui précédaient, la présence de Kagame à Bujumbura était impensable.

Mais ce qui a encore marqué les esprits des gens, c'est de voir les deux premières dames des pays jadis ennemis échanger des cadeaux. La Première dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye, a effectué une visite à Kigali au Rwanda, le 18 juillet 2023 où elle était allée pour participer à l'événement « Women deliver 2023 ». La first lady du Burundi a été invitée à cet événement par son homologue du Rwanda, Jeannette Kagame. Les deux Premières dames se sont

entretenues en tête-à-tête pour parler des sujets d'intérêt commun et ont échangé de cadeaux.

Le 9 octobre, c'était le tour de Jeannette Kagame de relever de sa présence le 4ème forum de haut niveau des femmes leaders organisé par l'Office de la Première Dame pour le Développement (OPDD) à Bujumbura. Aux yeux des observateurs, ces visites consisteraient un symbole fort d'une volonté partagée de faire un nouveau départ, un bon tournant dans l'histoire des deux pays.

L'entertainment n'est pas resté de côté

Quand le vent de la réconciliation a soufflé, le monde du divertissement n'est pas resté en laisse. Depuis 2022, on compterait au moins une dizaine d'artistes rwandais qui sont venus performer sur les podiums de la capitale économique. On citera entre autres des grands artistes comme Bruce Mélodie, The Ben... mais aussi celui du gospel comme Israel Mbonyi, James et Daniella, Vestine et Dorcas...apparemment très attendus par leurs fans Burundais.

On notera également, les matchs amicaux de football et de basketball qui se sont joués à Kigali et à Bujumbura. Dans les discours prononcés lors de ces événements, toutes les parties revenaient sur le fait que le sport contribue à la réconciliation entre les deux peuples et le constat est qu'ils en avaient marre de la situation.

Florence Inyabuntu et Dona
Fabiola Ruzagiriza

BurundiEco
Burundi Eco - Vendredi, 05 Janvier 2024 - n°591

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 05 Janvier 2024		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2834	2879
Euro	3099	3149
Shi. Kenyan	17,9946	18,2848
Shi. Tanzanien	1,1269	1,1451
Shi. Ougandais	0,7458	0,7579
Fr Rwandais	2,2432	2,2793

A la chasse des fonctionnaires défaillants ?

Dans la plupart des cas, les fonctionnaires défaillants ne sont pas sanctionnés au bon moment avant qu'il ne soit trop tard. Il revient aux deux chambres du Parlement, voire au président de la République de hausser la voix pour les sanctionner. Or, cela ne devrait pas arriver là tousjours

Dans ces derniers jours, les parlementaires se lamentent à propos de la défaillance ou de l'incompétence de certains fonctionnaires de l'Etat. Le cas le plus récent remonte du 28 décembre 2023. Le président de l'Assemblée Nationale, Gélase Daniel Ndirirababw, en pleine session parlementaire, s'en est pris au directeur administratif et financier (DAF) de la Regideso pour avoir géré inefficacement le carburant. « Tout le monde se plaint contre le (DAF) de la Regideso à cause de sa gestion opaque du carburant », s'indigne M. Ndirirababw. Il se demande pourquoi ce fonctionnaire travaille pour le bien de certaines personnes au lieu de servir tout le monde. Il affirme que même dans le cabinet de l'Assemblée Nationale, certaines activités ne se déroulent pas bien parce qu'il n'y a pas assez de carburant.

Selon M. Ndirirababw, le chef de l'Etat lui-même a annoncé qu'il allait essayer de trouver le carburant. Mais, malheureusement, le peu de carburant disponible est géré de façon opaque. Paradoxalement, ce parlementaire se demande pourquoi le directeur général de la Regideso, Dr. Ir. Major Jean Albert Manigombwa, n'a pas pu dénoncer cet état de fait. A la limite, il devait demander au ministre de tutelle de limoger le DAF.



Les parlementaires plaignent souvent pour le limogement des fonctionnaires défaillants.

« Il s'agit de respecter les institutions. Pour cela, nous les députés, nous n'avons plus confiance en le DAF de la Regideso », a déclaré le président de l'Assemblée Nationale. Il a ajouté que l'Assemblée ne veut plus de ce DAF, non plus de le voir dans la circulation, même pas dans un

moindre ministère pour occuper un poste quelconque, jamais. M. Ndirirababw a demandé aux instances habilitées de prendre des mesures nécessaires contre le DAF en question.

Ces lamentations des

parlementaires figurent parmi tant d'autres où les membres de deux chambres du parlement s'en prennent à certains fonctionnaires de l'Etat jusqu'à ce qu'ils demandent leur destitution. Un autre exemple a eu lieu le 16 août 2023. Ce jour-là, Emmanuel Sinzohagera, président

du Sénat, a dit clairement au ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique qu'il risquait la destitution s'il ne parvenait pas à sanctionner les administratifs impliqués dans le détournement des biens publics. Ici, M. Sinzohagera faisait allusion à l'ancien administrateur de la commune Mukaza, Rénovat Sindayihebura suspecté d'avoir détourné 15 tonnes de sucre. En conséquence, cet administrateur a été éjecté de son fauteuil.

Le chef de l'Etat entre dans la cadence

A cela s'ajoutent les lamentations du chef de l'Etat qui traite de défaillants les fonctionnaires qui étaient à la tête de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) et de l'Agence Routière du Burundi (ARB). Le chef de l'Etat pointe du doigt les lacunes dans l'exécution des travaux publics. Plus de 33 milliards de FBu gisaient sur leurs comptes sans pour autant qu'ils soient dépensés dans les travaux d'intérêt public. Probablement que ces fonds ne servent à rien. En conséquence, ces fonctionnaires ont été remplacés par le chef de l'Etat.

Ces exemples montrent à quel point les fonctionnaires défaillants ne sont pas sanctionnés au bon moment sans que les parlementaires, le Président de la République ou d'autres hauts cadres n'élèvent la voix. Or, certains analystes estiment que même les ministres de tutelle devraient anticiper pour que la situation n'en arrive pas là. Sinon, leur pouvoir serait limité.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

Vers un partenariat de la SOSUMO avec la société Sarrai Group

Le gouvernement du Burundi s'est engagé à redynamiser la Sosumo dans l'optique de booster la production. Pour gagner le pari, la Sosumo va nouer des relations de partenariat avec la société ougandaise Sarrai Group. Et cette dernière de promettre que la production pourra atteindre 300 000 tonnes par an

Le gouvernement compte associer la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) avec Sarrai Group, une société ougandaise.

Ces derniers jours, une correspondance du chef de cabinet civil du chef de l'Etat a demandé à la direction de la SOSUMO (Société Sucrière du Moso) d'accélérer le processus de partenariat avec cette société dans le but d'augmenter la production du sucre.

Lors de l'émission publique animée le 29 décembre 2023, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il a visité cette société qui opère en Ouganda.

Il a constaté qu'il s'agit d'une firme très performante, car c'est grâce à elle que la pénurie du sucre a été maîtrisée en Ouganda car, auparavant, ce pays de la Communauté Est Africaine s'approvisionnait en sucre au Burundi.



Le gouvernement compte associer la Société Sucrière du Moso (SOSUMO) avec Sarrai Group, une société ougandaise.

C'est pour cela que le chef de l'Etat a demandé à la société Sarrai Group de venir au Burundi pour s'associer à la Sosumo dans l'objectif de booster la production du sucre et de maîtriser la pénurie de ce produit qui est récurrente.

La production pourra atteindre 300 000 tonnes par an

Il affirme qu'après trois ans, la production atteindra 300 000 tonnes par an. Le personnel pourra

atteindre un effectif de 12000 personnes.

C'est dans ce sens que le pays pourra bénéficier des devises, argue-t-il. Avec cette production, il explique qu'on pourra exporter 200 000 tonnes de sucre par an.

Selon le chef de l'Etat, la redynamisation de la Sosumo est une nécessité, car le sucre de la Sosumo est de bonne qualité et est très apprécié par les consommateurs.

En ce qui est du capital de cette nouvelle société, il a fait remarquer que celui du Burundi sera constitué par les plantations de canne à sucre. Le reste appartiendra à la société Sarrai Group.

Que le personnel soit tranquille !

Le chef de l'Etat tranquillise alors le personnel de la Sosumo qui croit que la Société est en voie de privatisation et qu'il sera mis au chômage. Par contre, il indique qu'on va recruter d'autres.

Notons que le partenariat de la Sosumo avec Sarrai Group vient au moment où la population s'inquiète du fait que la Sosumo ne parvient pas à satisfaire la demande locale. Le pire est qu'actuellement les activités de cette société sont à l'arrêt suite aux effets du changement climatique. Les plantations de canne à sucre ont été inondées à tel point que les véhicules de transport de canne à sucre ne parviennent pas à arriver dans les plantations

Jean Marie Vianney Niyongabo

La maîtrise de la pénurie du carburant n'est pas pour demain

La maîtrise de la pénurie du carburant n'est pas pour demain. La raison est que cette problématique est liée à l'économie du pays qui ne se porte pas bien. Il y a très peu de devises. Ce qui fait qu'on achète une très petite quantité de carburant alors que la demande est en nette augmentation



La maîtrise de la pénurie du carburant n'est pas pour demain.

48 millions USD volatilisés de 2019 à 2021

Il fait remarquer que de 2019 à 2021, un montant estimé à 48 millions USD s'est volatilisés dans ce sens. Avec cette cagnotte, on peut acheter du carburant à utiliser pendant un mois et demi.

C'est pour cela qu'il n'est pas facile de maîtriser la pénurie du carburant, s'inquiète-t-il. Selon lui, le pays va alors prendre un long

temps pour constituer un stock de réserves qui nous permettra de maîtriser la problématique du carburant pour de bon, car le peu de devises dont nous disposons est utilisé immédiatement pour acheter les médicaments et les engrais. Et le reste est alloué à l'achat du carburant.

« C'est pour cela que nous achetons une très petite quantité de carburant. Ce qui est à l'origine de la pénurie de carburant qui

prévaut aujourd'hui », indique Ndayishimiye.

Il explique que c'est la situation économique du pays qui est alors à l'origine de ce calvaire. Et de comparer le pays à un parent pauvre qui a des difficultés pour assurer la sécurité alimentaire de ses citoyens.

Quid des stratégies à adopter pour maîtriser la pénurie du carburant ?

Pourtant, il tranquillise la population que le gouvernement est à l'œuvre pour inverser la tendance. A titre illustratif, il compte mettre en place une société nationale de gestion du carburant. Les détenteurs des stations-service vont s'adresser à cette dernière pour s'approvisionner.

Avec cette société, Ndayishimiye croit qu'il sera possible de bénéficier du carburant même à crédit.

De plus, Ndayishimiye indique que les opérateurs économiques qui ont volé les devises de l'Etat seront sanctionnés. « Nous sommes à la phase de leur identification », argue-t-il.

De surcroît, une stratégie de suivi strict des opérateurs économiques a été mise en place pour éviter qu'il y ait encore de fuite de devises.

Notons que la pénurie du carburant est devenue un casse-tête. Et suite à cela, les activités économiques ont été perturbées. Se déplacer n'est pas facile, car le ticket de transport est devenu exorbitant. Les conducteurs fixent le ticket de transport de façon pêle-mêle, car ils s'approvisionnent en carburant de façon obscure et après moult tractations. Ils passent des jours et des jours devant les stations-services pour s'approvisionner. Certains acceptent même de payer des pots de vin pour être servis à temps. La spéculation se taille la part du lion dans la commercialisation de ce produit. Certains vont même jusqu'à s'en approvisionner dans les pays limitrophes tels que le Rwanda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. Et d'ajouter que les prix de certains produits de première nécessité ont été revus à la hausse suite à cela.

Jean Marie Vianney Niyongabo

Selon lui, certains opérateurs économiques ont vidé les réserves en devises. La Banque de la République du Burundi leur a offert des devises pour importer des produits à l'étranger et ils ont pris la clé des champs.

SOCIETE

Halte aux mots blessants !!!

Les mots blessants sont monnaie courante dans la société burundaise. Inconsciemment ou par intérêt, les utilisateurs de ces mots sont des catalyseurs des conflits cycliques, selon Adolphe Ntibasharira, l'invité de la chronique sur les messages de haine de la semaine, expert en résolution pacifique des conflits

Notre société est confrontée depuis longtemps à un discours blessant. Comment l'interprétez-vous ?

Certains discours ou termes blessants sont utilisés sans que leurs auteurs en soient conscients. Cela est fait souvent sous forme taquinerie et les gens ne se rendent pas compte du mal des dégâts qu'ils occasionnent. Il s'agit des mots qui ont une charge émotionnelle, mais qui sont passés dans un langage courant. Par exemple le terme

«Umumenja» (Traître), nom donné aux victimes de la crise de 1972. Je l'ai utilisé à l'endroit d'un ami alors que nous étions encore de jeunes élèves et cela a failli me causer des problèmes.

A l'époque, nous étions en train de jouer et je lui ai dit «uramenje». Je ne me souviens même plus d'ailleurs de ce qu'il avait fait. Cet ami a piqué une colère m'accusant de le traiter de traître. Je me suis juré de ne plus utiliser ce mot à partir de ce jour-là.

Un exemple sur une échelle plus large ?

Dans la communauté, les mots blessants sont utilisés par exemple par des membres des formations politiques. Vous entendez des gens chanter «Ntitubaha» (Nous ne vous donnerons pas) et tu te demandes : ils ne donneront pas quoi, à qui ? D'autres termes comme «Gushirira» qui signifie littéralement se transformer en braise sont utilisés pratiquement pour semer la terreur chez autrui. Si un jeune demande ce

que cela signifie, que répondraient ceux qui utilisent ce terme ? Diront-ils qu'ils le mettent en garde ? Contre qui ? D'autres slogans sont écrits sur des murs, des pierres, des monuments et peuvent blesser ceux qui les lisent, surtout les jeunes encore innocents et qui ont une mentalité positive.

Pouvez-vous être plus explicites ?

Des gens traitent ceux qui ne leur ressemblent pas en ennemis et surtout en présence des enfants. Ils lancent des phrases du type «Ni babandi» pour dire voilà ceux qui nous ont causé du tort, qui sont à la base de tous nos problèmes. Et lorsque leurs enfants ou des jeunes posent une question sur ce qu'ils leur ont fait, les réponses sont du type : « Tu n'as pas entendu ce qui s'est passé en 1993. Ce sont eux qui ont tué ton grand père. Et si tu n'es pas ceci ou si tu n'as pas cela, c'est à cause d'eux » Et l'on commence à énumérer à ce jeune ses proches assassinés, disparus, etc. Or, cet enfant ne les a pas connus. Ils ne lui sont donc d'aucune utilité, mais les

parents que nous sommes se mettent à raconter ce passé douloureux. Nous ensorcelons nous-mêmes nos enfants tout simplement.

Que visent les auteurs de ces discours ?

Il y a la recherche des faveurs souvent pécuniaires. Sur les collines par exemple, pour une bière des individus sont prêts à dire du mal des autres. Ensuite, il y a la manipulation politique. Certains candidats aux postes électifs, se sentent obligés d'adopter un discours blessant envers les gens d'un autre groupe pour rallier les voix de ceux qu'ils supposent être de leur communauté. Ils recherchent donc leurs propres intérêts.

Et justement si ce discours persiste, que peuvent en être les conséquences ?

Comme je l'ai dit tantôt, c'est la graine qui est semé qui pousse. Si nos enfants continuent à entendre ce discours, ils grandiront dans

cet esprit de division, blessés, et à la longue nous baignerons dans des conflits cycliques. Nous sommes tous des Burundais et interdépendants. Nous devons donc œuvrer ensemble si nous voulons développer notre pays. Nos différences doivent constituer une force, mais pas une faiblesse.

Quel comportement doit-on adopter pour garder notre pays dans la sérénité ?

Il importe d'abandonner le discours blessant qui crée des divisions, d'apprendre à nos enfants dès le bas âge que nous sommes tous interdépendants, et d'éviter d'utiliser certains mots blessants en présence des enfants. Eviter aussi des discriminations inutiles, la globalisation. Si un individu commet une erreur, essayer de le ramener à la raison. S'il faut qu'il soit puni, le punir en évitant de s'en prendre à toute sa communauté comme si tous ses semblables avaient commis la même erreur.

Dona Fabiola Ruzagiriza

ACTUALITE REGIONALE

Les présidentielles en RDC : Quand la population choisit de « ne pas reprendre à zéro »

Selon les résultats provisoires proclamés par la CENI le 31 décembre 2023 en RDC, le Président sortant, Félix-Antoine Tshisekedi est réélu à la tête de la République démocratique du Congo pour les cinq prochaines années. En Tanzanie, la valeur des exportations des cultures a augmenté de 9,5 % au cours de l'année écoulée

En RDC, le Président sortant, Félix-Antoine Tshisekedi, a été réélu à la tête de l'Etat pour les cinq prochaines années. Il a récolté 73,34% des suffrages exprimés lors

des élections présidentielles du 20 décembre 2023. Cela ressort des résultats provisoires publiés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ce dimanche 31 décembre 2023. Le candidat Moïse Katumbi vient en deuxième position avec 18,08 % des voix exprimées.

Comme on peut le lire sur le site web de la radio Okapi, durant la campagne, le cinquième Président de la RDC avait en effet demandé aux Congolaises et Congolais de voter pour lui afin de « ne pas reprendre à zéro », mais de consolider les acquis.

Parmi les principaux projets du Président Tshisekedi figurent

entre autres la poursuite et le renforcement de sa politique de couverture santé universelle dans l'objectif ultime d'assurer l'accès gratuit aux soins pour tous les Congolais, le programme du développement local des 145 territoires, la gratuité de l'enseignement fondamental, la gratuité de la maternité et des soins des nouveau-nés, la relance de l'agriculture, le projet des grandes infrastructures. La lutte contre le chômage par le soutien au secteur privé et à l'entrepreneuriat, pour ne citer que ceux-là.

Malgré la contestation de ces résultats par certains opposants, certaines personnalités ont félicité

Félix Antoine Tshisekedi pour sa réélection. On peut citer entre autres le président de l'Union des Comores et président en exercice de l'Union Africaine, Azali Assoumani.

Tanzanie : Valeur des exportations des cultures en ascension

La valeur des exportations des cultures a augmenté de 9,5 % en Tanzanie. Comme on peut le lire dans les colonnes du journal The Citizen, cette valeur est passée de 2,1 milliards de dollars en 2020-2021 pour atteindre 2,3 milliards de dollars au cours de cette année jusqu'en décembre 2023. Cela découle des statistiques du ministère

tanzanien de l'Agriculture.

Cette augmentation de 9,5 % a été principalement attribuée aux exportations de café, de tabac, des noix de cajou, de riz, de sésame, de légumineuses et de produits horticoles, notamment les avocats. Le ministre tanzanien de l'Agriculture, Hussein Bashe a déclaré dans une évaluation des performances de 2023 que les exportations d'avocats sont passées de 17 711,49 tonnes d'une valeur de 51 millions de dollars en 2020-2021 à 26 826,3 tonnes d'une valeur de 77,3 millions de dollars en 2023.

Florence Inyabuntu

Pauvreté dans les ménages

Le chef de l'Etat balaie du revers de la main cette assertion

Au moment où la population alerte du fait qu'elle est menacée par la pauvreté, le Chef de l'Etat balaie du revers de la main ces assertions. Il argue que les conditions de vie de la population se sont améliorées au fur et à mesure

La population se lamente du fait qu'elle est menacée par la pauvreté qui devient de plus en plus inquiétante. Dans un entretien avec certains habitants de la municipalité de Bujumbura, les conditions de vie se détériorent davantage suite à la cherté de la vie. Je ne vois pas à quel saint me vouer suite au coût élevé de la vie, alerte Jean Paul Cimpaye, habitant la zone Cibitoke en commune Ntakangwa.

Selon lui, les prix des denrées alimentaires sont élevés. Les loyers empiètent la situation. L'autorité qui a dit que vivre à Bujumbura n'est pas à la portée de toutes les bourses n'a pas menti, car cette vie est en train de nous vomir petit à petit, se lamente Christine Keza, habitant la zone Musaga dans la commune de Muha.

Elle fait savoir que le coût de la vie dépasse de loin les revenus des ménages. Selon elle, les ménages éprouvent dans un stress sans nom suite à la cherté de la vie.

Ces lamentations de la population concernant la pauvreté qui est en train de prendre une allure inquiétante sont confirmées par les grandes organisations internationales. Elles disent que

pas mal d'indicateurs montrent que l'économie burundaise ne se porte pas bien.

A titre illustratif, selon le FMI, la dette publique du Burundi va crescendo et est passée de 67% du PIB en 2020 à 72,4% du PIB en 2021. Elle est restée élevée même en 2022, soit 71,2% du PIB. Et d'ajouter que selon la BAD, l'augmentation de la dette intérieure expose le Burundi à un risque de surendettement.

Le Burundi classé parmi les pays les plus pauvres

De plus, la faible croissance économique du pays en comparaison avec sa croissance démographique qui ne fléchit pas entraîne une hausse continue du taux de pauvreté qui a atteint environ 87,1% en 2021 selon la Banque Mondiale. Et le Burundi se classe 185ème sur 189 pays selon l'indice de développement humain. L'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) abonde dans le même sens.

Presque la moitié de la population burundaise vit en dessous du seuil de pauvreté. Selon les données dudit institut, un peu plus la moitié de la population burundaise, soit 51,4% sont pauvres.

Le Chef de l'Etat ne confirme pas la pauvreté qui prévaut dans les ménages

Pourtant, malgré ces lamentations de la population sur la pauvreté qui sévit dans les ménages, le chef



Evariste Ndayishimiye lors de l'émission publique animée le 29 décembre 2023 : « La pauvreté évoquée par la population ne transparait pas. Elle est dans leur tête ».

de l'Etat Evariste Ndayishimiye lors de l'émission publique animée le 29 décembre 2023 a fait savoir que la pauvreté évoquée ne transparait pas.

Selon lui, elle est dans leur tête. « Actuellement, il s'observe très peu de maisons couvertes de feuilles de bananiers par rapport aux années antérieures à l'intérieur du pays. Il s'y observe aussi pas mal de véhicules et de motos », explique-t-il.

Et d'ajouter : « S'il y a pénurie des boissons Brarudi, la majorité des gens s'indignent. Tout cela montre que les gens ne sont pas pauvres ».

Ndayishimiye fait remarquer qu'on ne peut pas construire une maison couverte de tôles quand on n'a pas de quoi manger.

Selon toujours lui, les conditions de vie de la population ne sont pas plus mauvaises que celles de la période d'avant 2005. Pendant cette période, Ndayishimiye fait savoir

que les gens portaient des haillons et souffraient du Kwashiorkor.

Si un ami quitte la campagne pour te rendre visite, il vient avec un coq et un grand régime de banane dans la main. Pourtant, quand il est temps qu'il retourne chez lui, il te dit qu'il a besoin d'un ticket de transport parce qu'il est pauvre, insiste Ndayishimiye.

De plus, les Burundais puisent de l'eau et la consomment gratuitement. Ils récoltent la banane, les amarantes, les oignons, etc et dorment à l'aise, explique-t-il.

Selon lui, tous ces facteurs montrent que les Burundais ne sont pas pauvres. Seulement, ils ont en tête cette fausse interprétation.

Concernant l'inflation, le chef de l'Etat indique que cela est aggravé par les opérateurs économiques qui fixent les prix comme ils veulent.

Selon lui, les prix devraient être fixés en tenant compte du coût de production. Il demande alors au ministère ayant le commerce dans ses attributions d'y veiller.

Notons qu'on enregistre des taux d'inflation élevés. Il était de 28,9% au mois d'août 2023, de 26,9% au mois de septembre 2023, de 26,6% au mois d'octobre 2023 et de 20,3% au mois de novembre 2023 selon la BRB.

Jean Marie Vianney Niyongabo

FINANCE

La dette publique, un souci majeur des parlementaires

Les deux chambres du parlement (hausse et basse) ont adopté le projet de loi portant révision de la loi no 1/3 du 07 mai 2016 régissant la gestion de la dette publique au mois de décembre 2023. Cependant, la dette publique ne cesse pas d'augmenter. Ce qui constitue un frein à la croissance économique du pays

Les sénateurs ont adopté ce projet de loi dans une séance plénière du 28 décembre 2023 tandis que les députés l'ont adopté le 26 décembre 2023.

Les principales innovations signalées dans ce projet de loi sont notamment un endettement des sociétés à participation publique et des collectivités locales qui doit être préalablement approuvé par le ministre en charge des finances, la clarification des procédures d'octroi des garanties et de la dette rétrocédée. Les sociétés à participation publique et les collectivités locales sont également tenues de rendre compte du niveau de leur endettement au ministre en charge des finances et à une fréquence régulière...

Une dette publique en augmentation

Selon le rapport annuel de la Banque centrale, exercice 2022, la dette publique continue d'augmenter. Elle est passée de 4 353,3 à 5 339,4

milliards de FBu en 2022, soit une hausse de 22,7%.

La dette intérieure, qui représente 75,0% de la dette totale à fin 2022, s'est accrue de 30,8%. Cela au moment où la dette extérieure n'a augmenté que de 3,4%. Rapportée au Produit Intérieur Brut (PIB), la dette publique totale représente 57,9% en 2022 contre 56,7% en 2021, d'après toujours les données de la Banque centrale.

Le pays n'est pas éligible pour négocier la dette sur n'importe quel guichet

La commission permanente chargée des questions économiques, de l'environnement, des finances et du budget au sein du Sénat a voulu comprendre qu'avec la révision de cette loi, le pays ne sera plus classé dans la catégorie des pays qui vivent des dons et qu'il aura la possibilité de négocier directement les financements sur les marchés financiers internationaux.

Pour Audace Niyonzima, ministre en charge des finances, le classement d'un pays dans les pays qui vivent des dons dépend de sa capacité à générer des revenus suffisants. Cela pour faire face au remboursement de la dette.

« Ce n'est pas cette loi qui vient changer le classement de notre pays. Elle vient plutôt pour l'aider à s'endetter avec prudence et avoir une vue globale sur le portefeuille de notre dette publique », explique-t-il avant de faire remarquer que



Audace Niyonzima, ministre en charge des finances : « Le classement d'un pays dans les pays qui vivent des dons dépend à sa capacité de générer des revenus suffisants. Cela pour faire face au remboursement de la dette ».

c'est à partir de l'analyse de la viabilité de la dette qu'on établit les classements.

Il indique que le pays pourra passer d'un pays à risque élevé à un pays à risque faible de surendettement au fur et à mesure que la situation économique s'améliorera. Ce qui lui permettra de négocier sur n'importe quel guichet.

M.Niyonzima informe par ailleurs que le pays travaille en étroite collaboration avec les institutions internationales qui participent dans

la notation, notamment la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Africaine de Développement (BAD).

Celles-ci évaluent le pays dans plusieurs domaines et sur divers aspects.

« Elles évaluent la capacité du pays à honorer les engagements financiers et mesurent le risque de non remboursement de la dette. C'est donc à partir de cette évaluation qu'elles attribuent une certaine note à un pays », éclaire-t-il.

Les députés, à leur tour, se sont inscrits en faux contre les autorités qui détournent des milliards du trésor public, mais qui pourtant ne sont pas inquiétées. Cela contrairement à ceux qui ont volé par exemple un régime de banane qui croupissent dans les différents cachots de la police sans oublier le favoritisme qu'on observe dans la gestion de la dette publique.

Mélance Maniragaba

Un secteur prioritaire dépourvu de financements

Après une période de récession, le tourisme reprend son élan. Le secteur se remet peu à peu des effets de la crise socio-économique et de la pandémie de Coronavirus. Les touristes affluent de nouveau pour contempler le paysage époustouflant et visiter les sites touristiques. Cependant, le pays doit investir davantage pour exploiter tout son potentiel touristique et relever un certain nombre de défis qui minent le secteur



Malgré des potentialités énormes, le secteur du tourisme fait face à des défis multiformes liés notamment au cadre légal et administratif.

Avec le rétablissement de la coopération internationale, le nombre de passagers qui transitent par l'aéroport international Melchior Ndadaye est en nette augmentation. Parmi ceux-ci figurent des touristes qui fréquentent les hôtels et les lieux touristiques. « Nous avons enregistré plus de 2000 visiteurs sur certains sites emblématiques comme le sanctuaire des tambourinaires de Gishora et les chutes de Karera qui sont plus visités », renseigne Georges Nikiza, conseiller à la direction générale du tourisme.

L'industrie touristique se revitalise après une période de crise avec la fin de la pandémie de Covid-19 qui a frappé l'industrie du voyage. Cependant, le ministère en charge du tourisme ne dispose pas de données actualisées sur le taux de fréquentation de l'ensemble des sites touristiques et encore moins sur le taux d'occupation des hôtels. « Les données ne sont pas encore compilées pour déterminer avec précision le taux d'occupation des hôtels. Même s'il n'y a pas une étude qui a été faite sur ce sujet, nous constatons que les hôtels sont suffisamment occupés, surtout dans la ville de Bujumbura », estime Nikiza.

Une offre touristique peu structurée

Malgré des potentialités énormes, le secteur du tourisme fait face à des défis multiformes liés notamment au cadre légal et administratif. En outre, il s'observe des chevauchements entre les différents intervenants. Le deuxième problème est qu'il n'y a pas de plan directeur d'investissement au Burundi qui guide les investisseurs potentiels dans le secteur touristique. Le guide d'investissement disponible est lacunaire en termes d'investissements qui doivent être alloués à ce secteur, déplore M. Nikiza.

Il regrette le fait que l'offre touristique n'est pas bien structurée. Pour preuve, sur plus de 249 sites touristiques seuls une centaine d'entre eux sont reconnus par le gouvernement du Burundi. Encore faudra-t-il que ces sites déjà identifiés soient bien délimités et aménagés. A cela s'ajoute le manque criant de ressources humaines. Le mécanisme de collecte des données n'est pas inclusif. Cela dénote surtout la non coordination des acteurs. Les recettes comptabilisables devraient provenir de ces acteurs qui travaillent en solo. Ce qui entrave encore une fois le développement du tourisme.

L'aménagement des sites touristiques fait défaut. La plupart des sites ne sont pas aménagés. Pire encore, les routes d'accès sont impraticables. Ce qui désintéresse les touristes qui ne veulent pas gâcher leur séjour. D'après le conseiller du directeur général du tourisme, le gouvernement privilégie l'approche

progressive. « Nous espérons qu'avec l'introduction du budget programme, il est prévu la réalisation des études d'aménagement pour d'autres sites touristiques ». Il est à noter qu'il y a des études déjà réalisées par d'autres partenaires, notamment les opérateurs privés et les organisations internationales.

Un financement très limité pour booster le tourisme

Le tourisme fait également face au manque de financement alors qu'il a besoin des moyens financiers conséquents pour développer les infrastructures d'accueil ou de soutien. Le budget de l'Etat reste insuffisant. Parallèlement, les investissements privés restent faibles pour faire du Burundi une destination touristique très prisée.

Une récente visite du directeur général du tourisme sur le littoral du lac Tanganyika a mis en évidence les difficultés financières auxquelles fait face les investisseurs dans la mise en place des infrastructures d'appui.

D'après Georges Nikiza, le problème d'accès au financement est récurrent chez l'ensemble des opérateurs dans le secteur. Paradoxalement, le secteur a été placé dans les secteurs prioritaires mais sans toutefois être accompagné par des actions. « Le secteur doit être refinancé au même titre que l'agriculture. Les investisseurs engagent des milliards de FBu, mais mettent trop longtemps pour dégager des bénéfices. L'accès au financement n'est pas garanti avec des taux d'intérêt bancaire prohibitifs. D'où le refinancement du secteur s'impose pour attirer les investissements » conclut-il.

Pour tenter de mobiliser les ressources nécessaires au développement du tourisme, y compris l'aménagement des sites touristiques. Le gouvernement a introduit une nouvelle taxe sur les frais d'occupation des hôtels, soit 1%. « Cette taxe qui a soulevé des remous dans les rangs des opérateurs économiques reste insuffisante pour répondre aux besoins d'investissement dans le secteur. Les travaux d'aménagement des sites sont budgétivores et les retours sur investissement n'est pas immédiat », fait remarquer Nikiza.

Redorer l'image positive du pays

Georges Nikiza regrette profondément le fait que certains partenaires au développement, notamment les ambassades

continuent à décourager les voyages vers le Burundi arguant que le pays est une destination dangereuse. Il lance un appel vibrant à tous les partenaires d'avoir le courage de narrer la réalité de ce qui se passe au Burundi. Pour lui, l'époque où le pays était perçu comme une nation meurtrière suite aux épisodes de crise politique ponctués par des guerres civiles à répétition est révolue.

Le Burundi est un pays doté d'un gouvernement déterminé plus que jamais à promouvoir le développement économique. Donc, il est inutile de décourager ses efforts. Malheureusement, des informations négatives circulent toujours sur les réseaux sociaux et dans les médias classiques. Ce qui décourage sans doute les touristes de fréquenter notre pays. Le conseiller du directeur général du tourisme invite tout un chacun à œuvrer pour la promotion d'une bonne image du pays, car notre département du tourisme à lui seul ne peut pas gagner le pari.

Un visa touristique unique pour bientôt

L'hypothèse de collaborer avec les pays de l'EAC n'est pas écartée. La collaboration avec les pays de la sous-région est une condition sine qua non, car nous sommes déjà membre de cette communauté. « Nous participons à mise en œuvre du Protocole qui fait foi à cette communauté. Ce qui présage des programmes à exécuter en commun accord avec des résultats similaires sur l'ensemble du bloc régional. En ce sens, des conventions et des Memorandums d'entente ont été signés entre les pays membres », explique M. Nikiza.

Ce cadre au ministère en charge du tourisme se dit satisfait du pas déjà franchi dans le processus d'adoption du visa touristique unique. Il encourage le gouvernement à accélérer le processus d'adhésion au visa touristique unique de l'EAC. Le Burundi a déjà manifesté la volonté d'y adhérer lors d'un récent Conseil des ministres de l'EAC, le Burundi a réitéré sa ferme volonté d'adhérer au visa touristique unique. Les techniciens sont à pied d'œuvre pour amender le projet de texte et lever certaines zones d'ombre quitte à rassurer tous les partenaires. D'ici peu, le Burundi rejoindra les autres pays qui bénéficient du visa touristique unique.

Des stratégies pour redynamiser le tourisme

Le gouvernement vient d'adopter le document de la politique nationale du tourisme fondée sur 10 piliers. Le document envisage le développement des infrastructures et des services de soutien, la conservation et la préservation de l'environnement, des coutumes et des mœurs. Le pays doit mener des recherches pour avoir une approche et une stratégie appropriées pour développer le tourisme.

Pour Georges Nikiza, chaque pays à sa propre histoire, son offre touristique et ses défis. Donc, on ne peut pas imiter à la lettre ce que les autres font. Il y a aussi la sécurité et sûreté dans le domaine touristique. Le tourisme est un domaine très sensible. Donc nous devons répondre à un certain nombre de critères et normes internationaux pour rassurer les touristes quant à leur sécurité et leur bien-être durant leur séjour.

Benjamin Kuriyo



xxxxxx



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

